

des progiciels, des ressources, une compagnie... en santé

Rapport annuel 2003



■ Table des matières

NOTRE MISSION	1
NOS PROGICIELS	2
NOS SERVICES	3
FAITS SAILLANTS	4
MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	5
PERSPECTIVES	6
REMERCIEMENTS	7
ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE	8
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	13
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	14
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	15
BILANS CONSOLIDÉS	16
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE	17
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	18
RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS	31

Notre mission

LA MISSION DE LOGIBEC CONSISTE À ASSISTER LES ORGANISATIONS DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN OFFRANT DES SERVICES PROFESSIONNELS ET DES SOLUTIONS PERFORMANTES ET ÉVOLUTIVES EN MATIÈRE DE GESTION DE L'INFORMATION ADMINISTRATIVE, MÉDICO-ADMINISTRATIVE ET CLINIQUE.

Notre premier objectif est d'assurer à notre clientèle un support de haute qualité ainsi qu'une évolution constante de nos produits grâce à l'expertise et à la qualité de nos ressources humaines et à l'utilisation optimale des technologies de l'information. Nous désirons ainsi **CRÉER DE LA VALEUR** pour nos clients, nos employés et nos actionnaires et devenir un leader canadien dans notre secteur d'activité.

NOTRE PROFIL

Fondée en 1982 et devenue une société ouverte en 1986, Logibec est le leader incontesté au Québec et figure parmi les dix plus grandes entreprises canadiennes se spécialisant dans le développement, la commercialisation, l'implantation et le support de systèmes d'information dédiés au secteur de la santé et des services sociaux compte tenu de ses effectifs de plus de 184 professionnels et du nombre d'établissements utilisant ses progiciels, soit plus de 400.

Nos progiciels

ADMINISTRATIFS - FINANCIERS

 Espresso GRF

 Espresso GRM

ADMINISTRATIFS - RH

 Espresso Paie

 Espresso GRH

 Espresso Temps

MÉDICO-ADMINISTRATIFS


 Clinibase

 Clinibase CI

 SICHELD Plus

CLINIQUES

 Caretools

 Pharmacie

 SIURGE

LES PROGICIELS DÉVELOPPÉS ET COMMERCIALISÉS PAR LA SOCIÉTÉ COUVRENT LES DOMAINES SUIVANTS :

 Espresso

Système intégré de gestion des ressources financières, matérielles et humaines ainsi que la rémunération et la gestion des horaires de travail et des listes de remplacement. Ce progiciel est adapté à tous les types d'établissements du secteur de la santé et des services sociaux.

INFOCENTRE

Entrepôt de données permettant le forage, le croisement et la production de tableaux de bord et d'indicateurs de gestion sur les données en provenance des systèmes opérationnels.

 Clinibase

Système d'information composé de plusieurs modules intégrés dont la gestion des rendez-vous, de l'admission, des soins et services ainsi que des modules spécialisés comme la gestion des prêts de dossier et des activités professionnelles. Il est conçu spécifiquement pour les centres hospitaliers et les établissements à vocation multiple.

 caretools™

Dossier médical électronique regroupant un ensemble d'outils et de contenu conçu pour les cliniciens. Ces outils permettent, entre autres choses, de soutenir les processus de travail et le partage de l'information clinique de l'utilisateur dans le contexte d'un réseau intégré de services. Les volets d'évaluation de la perte d'autonomie ainsi que de la gestion du consentement sont aussi couverts par des composantes spécifiques de **Caretools**.

 Pharmacie

Progiciel intégré de gestion des ordonnances médicamenteuses comprenant la gestion du profil pharmacologique, des ordonnances médicales, des interactions médicamenteuses, la gestion des solutés et des inventaires de médicaments de même que l'arrimage avec les distributrices de médicaments.

 SIURGE

Système intégré de gestion de l'urgence comprenant, entre autres, un module de triage.

 SICHELD PLUS

Système d'information sur la clientèle hébergée en soins de longue durée constitué de trois modules principaux, soit le profil bio-psycho-social, la gestion des usagers et programmes ainsi que les plans de soins et services.

Nos services

LES SERVICES PROFESSIONNELS OFFERTS PAR LOGIBEC SONT GÉNÉRALEMENT RENDUS DANS LE CADRE DE L'IMPLANTATION, LE DÉPLOIEMENT, LE SUPPORT À L'EXPLOITATION AINSI QUE DANS L'ÉVOLUTION DES PROGICIELS QU'ELLE COMMERCIALISE. CES SERVICES COMPRENNENT :

La vente, l'installation, la mise en service et le support technique des serveurs de données requis pour l'exploitation optimale de ses progiciels

Le conseil à l'implantation et la formation du pilote du système ainsi que des intervenants pivots chargés de l'assistance au démarrage

La gestion de projet

Le développement d'interfaces entre nos progiciels et d'autres progiciels utilisés par notre clientèle

La personnalisation de certains volets des progiciels en fonction de besoins spécifiques propres à certains établissements

Les services de conception et de développement de nouveaux progiciels dans le cadre de projets de partenariat avec des établissements ou organismes du secteur de la santé et des services sociaux

Le support à l'opération et à l'utilisation des progiciels

L'évolution des progiciels incluant les mises à niveau et les rehaussements des versions en fonction des exigences fonctionnelles requises par le marché et de l'évolution des plates-formes technologiques supportées

NOUS OFFRONS AUSSI DES SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU TRAITEMENT EN MODE DE FOURNITURE DE SERVICES D'APPLICATION (FSA) POUR LES APPLICATIONS SUIVANTES :

Traitement de la paie

Gestion des ressources financières

Gestion des ressources matérielles

Faits saillants

Données financières consolidées vérifiées choisies pour les exercices 1999 à 2003

(en dollars, à l'exception des ratios)

Exercices terminés le 30 septembre

	1999	2000	2001	2002	2003
PERFORMANCE FINANCIÈRE	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	9 286 069	7 952 532	9 034 622	9 628 019	21 804 917
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)	3 157 290	3 713 426	3 303 903	3 088 782	7 023 911
Bénéfice net des activités poursuivies avant amortissement de l'écart d'acquisition	804 398	1 176 902	1 130 241	947 780	1 941 325
Bénéfice net	688 041	1 102 550	84 863	729 077	1 941 325
BAIIA par action	0,79	0,92	0,79	0,75	1,20
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,20	0,29	0,27	0,23	0,33
Bénéfice net par action	0,17	0,27	0,02	0,18	0,33
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires	14 %	16 %	2 %	12 %	14 %
Fonds autogénérés	2 979 494	3 759 564	3 083 006	2 718 056	6 065 184
Par action	0,75	0,94	0,73	0,66	1,03
Investissement dans la technologie, déduction faite des crédits d'impôt	649 538	1 972 686	1 597 639	1 867 177	2 420 523
SITUATION FINANCIÈRE	\$	\$	\$	\$	\$
Actif total	9 278 029	11 496 399	11 136 897	13 778 814	39 268 239
Avoir des actionnaires	4 946 810	7 075 650	5 582 695	6 311 772	13 567 755
Par action	1,24	1,62	1,35	1,53	2,13
Fonds de roulement (excluant les revenus reportés)	2 860 227	4 613 297	1 755 032	2 193 100	2 717 533
Ratio de fonds de roulement	2,68:1	4,80:1	1,86:1	1,71:1	1,24:1
Dette à long terme (excluant la portion à court terme)	184 357	101 016	145 046	847 435	7 357 923
Dividende par action	0,10	0,20	0,20	0	0
Nombre d'actions moyen en circulation	3 996 026	4 018 955	4 205 324	4 137 124	5 863 434
Nombre d'actions en circulation au 30 septembre	3 980 585	4 355 824	4 137 124	4 137 124	6 374 124

Message aux actionnaires

L'ANNÉE 2003 A ÉTÉ UNE ANNÉE MARQUANTE POUR LOGIBEC. NOTRE POSITIONNEMENT ET UNE TRANSACTION STRATÉGIQUE NOUS ONT PERMIS DE DEVENIR LE LEADER QUÉBÉCOIS DANS LE DÉVELOPPEMENT, LA COMMERCIALISATION, L'IMPLANTATION ET LE SUPPORT DE SYSTÈMES D'INFORMATION DÉDIÉS AU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. NOUS SOMMES ÉGALEMENT FIERS DE NOTRE PERSONNEL EXPÉRIMENTÉ ET DE LEURS NOMBREUSES RÉALISATIONS, DE LA QUALITÉ DE NOS PRODUITS ET SERVICES ET ENFIN, DE NOTRE SITUATION FINANCIÈRE SAINTE. EN S'APPUYANT SUR CES BASES SOLIDES, NOUS POUVONS DÉSORMAIS ASPIRER À DEVENIR UN LEADER CANADIEN DANS NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ.

Les principaux faits saillants de l'exercice 2003 sont les suivants:

LOGIBEC AFFICHE LES MEILLEURS RÉSULTATS FINANCIERS DE SON HISTOIRE

- Augmentation importante de 126% des produits et de 166% du bénéfice net.
- Hausse de 83% du bénéfice net par action, lequel passe de 0,18\$ à 0,33\$ pour l'exercice malgré l'augmentation du nombre moyen d'actions en circulation.
- Le flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation atteint 9 millions\$ alors que l'encaisse s'établit à 7,1 millions\$ au 30 septembre 2003.
- Hausse de 115% de l'avoir propre résultant d'un bénéfice de 1,9 million\$ pour l'exercice et de la clôture d'un placement privé de 5,2 millions\$ dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (CHUM).
- Inscription des actions ordinaires de Logibec sur la Bourse de Toronto, sous le symbole «LGI».

LA SOCIÉTÉ A AUGMENTÉ DE FAÇON IMPORTANTE SA GAMME DE PRODUITS ET SERVICES DE MÊME QUE LE NOMBRE DE CLIENTS QU'ELLE DESSERT

- Intégration rapide et harmonieuse du personnel et des activités commerciales acquises du CHUM suite à la transaction intervenue le 20 décembre 2002. Ceci comprend le traitement de la paie pour plus de 135 000 employés de réseau québécois de la santé et des services sociaux, et la commercialisation de progiciels de gestion des ressources humaines et des horaires de travail de même que des progiciels médico-administratifs et cliniques.

- Augmentation à 400 du nombre d'établissements desservis par rapport à 330 avant l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM.
- Renouvellement de la majorité des ententes contractuelles avec notre clientèle ainsi qu'avec celle acquise du CHUM.
- Importante augmentation des revenus récurrents qui s'établissent à 73% des produits totaux pour l'exercice 2003 par rapport à 55% pour la période correspondante l'an dernier.
- Lancé en février 2000, le progiciel de gestion des ressources financières et de gestion des ressources matérielles **Espresso** a été déployé auprès de nombreux établissements en cours d'année. Cent quatorze établissements utilisaient **Espresso** au Québec et au Canada au terme de la période se terminant le 30 septembre 2003.

UN EXERCICE D'OPTIMISATION DE NOTRE PROCESSUS DE LIVRAISON DE PRODUITS ET SERVICES A ÉTÉ RÉALISÉ. NOUS AVONS ÉGALEMENT REDÉFINI LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE NOS DIVERSES ÉQUIPES QUI COMPRENAIENT, AU 30 SEPTEMBRE, 184 EMPLOYÉS, SOIT 87 DE PLUS PAR RAPPORT À 2002.

- Notre système de suivi de la clientèle a été déployé auprès de tout le personnel afin d'améliorer et d'uniformiser notre prestation liée à l'implantation et au support auprès d'un nombre accru d'utilisateurs de nos progiciels. Ce système nous permet de suivre étroitement les requêtes de façon à mieux gérer l'évolution de nos progiciels et à améliorer le service à la clientèle tout en simplifiant nos processus de travail.
- Nous avons redéployé notre équipe de développement des affaires afin d'offrir un contact personnalisé auprès de notre clientèle actuelle tout en nous permettant d'accroître notre présence dans tous les établissements du Québec de même que dans un plus grand nombre d'établissements au Canada.

- De nouveaux outils marketing ont été développés pour soutenir nos efforts de commercialisation au Québec et au Canada.
- Nous avons normalisé nos infrastructures technologiques, nos outils et notre méthodologie de développement pour augmenter l'efficacité de nos équipes affectées à l'évolution de nos progiciels de même qu'à l'élaboration de nouveaux produits. Nous avons continué à investir dans l'évolution de l'ensemble de nos progiciels.
- Nous avons poursuivi l'implantation de notre solution **Espresso** dans un nombre accru d'établissements et de centres hospitaliers parmi les plus gros au Québec. Ces implantations nous donnent les références nécessaires à une pénétration accrue de nos progiciels dans des hôpitaux et des regroupements régionaux ayant des budgets annuels de plus de 500 millions \$.
- Nous avons poursuivi le déploiement de **SIURGE**, notre progiciel de gestion des urgences dans plusieurs centres hospitaliers, parmi les plus importants. Ce produit dessert actuellement au-delà de 50% des civières d'urgence des hôpitaux de pointe au Québec.

LOGIBEC S'EST IMPLIQUÉE DANS PLUSIEURS PROJETS ET PARTENARIATS STRATÉGIQUES QUI POSITIONNENT AVANTAGEUSEMENT LA SOCIÉTÉ EN RÉPONSE AUX NOMBREUX DÉFIS AUXQUELS FONT FACE LES INTERVENANTS IMPLIQUÉS DANS L'ORGANISATION ET LA DISPENSE DES SOINS ET SERVICES DE SANTÉ À LA POPULATION

- Nous avons franchi une étape importante en déployant avec succès notre dossier patient électronique **Caretools** auprès d'intervenants cliniques en maintien à domicile dans le cadre du projet **CLSC du futur**. Ce projet a clairement démontré les nombreux avantages de notre progiciel en permettant un accès en temps réel aux informations cliniques de l'utilisateur par télécommunication ou par la technologie cellulaire. Nous estimons que le progiciel **Caretools** est en mesure de répondre adéquatement aux besoins de partage et de coordination qui seront soulevés par la réorganisation des services de santé selon un modèle de réseau intégré de services, tel qu'annoncé récemment par le ministre de la Santé du Québec.
- L'ajout d'une nouvelle ligne d'affaires reliée au traitement de la paie et à la gestion des ressources humaines de même que l'augmentation importante de notre clientèle utilisant nos systèmes de gestion des ressources financières, de gestion des ressources matérielles et cliniques nous ont permis d'amorcer l'intégration de ces produits autour d'un progiciel d'entrepôt de données. Ceci nous permet d'extraire les données significatives de nos systèmes opérationnels pour produire des indicateurs de gestion, accessibles en temps réel par les gestionnaires des établissements. Cet entrepôt permet aussi d'intégrer les informations de gestion sur une base régionale ou provinciale. Plusieurs sujets additionnels seront commercialisés au cours du prochain exercice financier offrant ainsi de meilleurs outils de gestion à notre clientèle.

Perspectives

L'ACQUISITION RÉALISÉE AU COURS DE L'EXERCICE A PERMIS À LOGIBEC D'AFFICHER DES RÉSULTATS FINANCIERS ENVIABLES, D'ATTEINDRE LA MASSE CRITIQUE POUR LUI PERMETTRE DE SE DÉVELOPPER ET D'OFFRIR DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE SUSCITANT L'INTÉRÊT DE PLUSIEURS ANALYSTES FINANCIERS ET INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS NORD-AMÉRICAINS

- Logibec a doublé sa capitalisation boursière et plus de 235 000 actions ont été transigées entre le 20 mai 2003 et le 30 septembre 2003, soit depuis que son titre est transigé à la Bourse de Toronto (TSX).
- Le titre de la Société a touché 3,80 \$ durant cette période pour clôturer à 3,50 \$ le 30 septembre 2003.
- Quatre fonds REA, deux dirigeants ainsi que deux investisseurs privés ont souscrit au placement privé permettant à la Société de réaliser l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM. 300 000 des 1 116 000 bons de souscription émis lors du placement ont été subséquemment exercés pour un apport additionnel de 1,1 million \$.

■ Remerciements

- La direction a amorcé des discussions avec plusieurs sociétés de son secteur ayant leurs activités principales au Canada. Logibec entend accroître ses activités à l'extérieur du Québec au cours des prochaines années en étant plus présente auprès de sa clientèle cible et par le biais d'acquisitions d'entreprises ayant déjà une présence significative dans le secteur de la santé et des services sociaux et ayant une base de clientèle pouvant bénéficier de notre gamme étendue de progiciels déjà adaptés au contexte canadien.

APPUYÉE PAR DES REVENUS RÉCURRENTS IMPORTANTS, LOGIBEC PROFITE D'UN PORTEFEUILLE ENVIABLE DE PROGICIELS ET D'UNE BASE DE CLIENTÈLE QUI LUI PERMET DE CONTINUER À INVESTIR SYSTÉMATIQUEMENT DANS SES PROGICIELS.

- Notre importante base de clientèle du secteur de la santé et des services sociaux, la diversité des solutions que nous leur offrons et les investissements que nous effectuons année après année pour faire évoluer nos progiciels sont les éléments déterminants qui contribuent à atténuer notre risque d'affaires.
- Nous estimons être en mesure de connaître une croissance importante de nos produits au cours des prochaines années compte tenu de l'ajout des activités acquises du CHUM ainsi que du potentiel élevé de ventes croisées auprès de nos bases de clientèle respective.
- Notre nouvelle taille, notre capacité financière ainsi que la qualité de nos progiciels et de nos ressources humaines nous donnent des instruments percutants pour poursuivre notre développement à l'échelle canadienne.
- Nous avons convenu d'une entente de services avec le CHUM pour la production de la paie jusqu'en avril 2004. Afin de continuer à offrir un service de haute qualité à nos clients, nous avons décidé de rapatrier ce service à l'interne. Nous avons donc commencé à mettre en place une unité de production pour le traitement de la paie de nos clients.

LOGIBEC PEUT COMPTER SUR PLUS DE 184 PROFESSIONNELS MOTIVÉS ET DÉVOUÉS. ILS REPRÉSENTENT UNE SOMME D'EXPÉRIENCE ET D'EXPERTISE INESTIMABLE POUR NOS CLIENTS. NOTRE SUCCÈS REPOSE ESSENTIELLEMENT SUR NOTRE CAPACITÉ À CANALISER CETTE ÉNERGIE DANS DES ACTIVITÉS ET DES PROJETS PERMETTANT À NOS EMPLOYÉS DE SE DÉVELOPPER TANT SUR LE PLAN PROFESSIONNEL QU'HUMAIN TOUT EN NOUS PERMETTANT D'AUGMENTER LA QUALITÉ DE NOS SERVICES À LA CLIENTÈLE. C'EST LA VOIE PAR LAQUELLE NOUS POURRONS AMENER UNE CRÉATION DE VALEUR IMPORTANTE POUR NOS ACTIONNAIRES.

JE TIENS À REMERCIER TOUS NOS EMPLOYÉS AINSI QUE LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR LEUR SUPPORT ET LEUR CONTRIBUTION.

JE REMERCIE ENFIN NOS CLIENTS ET JE LES ASSURE DE NOTRE ENGAGEMENT INDÉFACTIBLE À RÉPONDRE À LEURS BESOINS.



CLAUDE ROY

PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003

PORTÉE DE L'ANALYSE

L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation («analyse») présente la Société et son contexte commercial tels qu'ils le sont, selon l'avis des dirigeants, au moment de la rédaction de ce document. Elle présente également les principaux facteurs ayant eu une incidence sur les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie et des ressources en capital. Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société pour les exercices 2003 et 2002, y compris les notes complémentaires. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les conventions comptables de Logibec sont conformes aux principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Sauf exception, le terme «exercice» désigne l'exercice terminé le 30 septembre 2003 ou l'exercice terminé le 30 septembre de l'année visée dans le contexte; les comparaisons, pour leur part, se font par rapport à l'exercice antérieur.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

PRODUITS

En 2003, les produits ont atteint un nouveau sommet, soit 21,8 millions\$ par rapport à 9,6 millions\$ en 2002. Cette hausse, de 126% par rapport à 2002, est principalement attribuable à l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du Centre hospitalier de l'Université de Montréal («CHUM»), en date du 15 décembre 2002. Ces nouvelles activités ont contribué pour 12,3 millions\$ aux produits de 2003. La Société bénéficiera du plein effet de cette transaction au cours de l'exercice 2004.

En plus de doter Logibec d'un nouveau secteur d'activité, soit le traitement de la paie et la gestion des ressources humaines, l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM a déjà permis à la Société de bénéficier, au cours de l'exercice, du potentiel de synergie dans la commercialisation de sa gamme complète de produits et services auprès d'une clientèle combinée de plus de 400 établissements du secteur de la santé et des services sociaux. Ce potentiel de synergie devrait se traduire par une croissance soutenue des produits compte tenu du cycle de vente de six à dix-huit mois auquel la Société est confrontée dans son secteur.

La Société a intensifié au cours de l'exercice 2003, ses efforts de commercialisation de ses progiciels selon un

modèle de tarification basé sur un droit annuel d'utilisation. Ce modèle de tarification a l'avantage de réduire de façon importante l'investissement initial pour le client. Il a toutefois un impact négatif sur la croissance et la rentabilité à court terme de la Société, en réduisant les revenus provenant de la vente de progiciels. Ce modèle vient toutefois augmenter les revenus récurrents que la Société sera en mesure de percevoir, au cours des années futures, sous la forme d'un droit annuel d'utilisation. Le pourcentage des revenus récurrents par rapport aux revenus totaux s'est accru de façon importante au cours de l'exercice et s'est établi à 73% par rapport à 55% pour l'exercice précédent. Ceci s'explique par les revenus récurrents provenant des activités commerciales acquises du CHUM de même que l'augmentation des droits annuels d'utilisation suite à l'accroissement du nombre d'établissement utilisant notre progiciel **Espresso**. La Société estime que ce modèle de tarification a l'avantage d'assurer un flux de revenus stable et prévisible. Ce modèle d'affaire permet donc à la Société de mieux gérer ses dépenses d'exploitation incluant les investissements qu'elle consent dans le développement et l'évolution de ses progiciels et contribue ainsi à réduire le risque d'affaires normalement associé au secteur des entreprises de haute technologie. La Société entend donc privilégier ce modèle de tarification au cours des années à venir.

Un nombre croissant de clients ont opté pour des ententes contractuelles d'une durée de cinq ans, surtout pour le service de traitement de la paie et pour l'utilisation de nos différents progiciels. La valeur totale du carnet de commandes relatif aux ententes contractuelles portant sur les droits d'utilisation, le support et l'entretien des progiciels qui ont été renouvelées, au 1^{er} avril 2003, s'élevait à plus de 30 millions\$ pour une échéance moyenne pondérée de 2,2 années. Ces ententes sont généralement renouvelables le 1^{er} avril de chaque année et sont assorties d'escomptes moyennant un paiement électronique effectué périodiquement ou en un seul versement en début d'année. Ces modes de paiement ont l'avantage de réduire les frais administratifs liés à la gestion de la facturation et des encaissements tout en nous permettant de bénéficier de liquidités excédentaires. Ces modes de paiement ont permis à la Société d'afficher une position d'encaisse de 7,1 millions\$ en fin d'exercice.

Plus de 95% des produits provenaient de notre clientèle située au Québec, au terme de l'exercice 2003. Nous avons augmenté notre visibilité et notre présence à l'extérieur du Québec au deuxième semestre ce qui devrait se traduire par une augmentation graduelle des revenus hors Québec. La direction estime que sa croissance à l'extérieur du Québec pourrait aussi provenir d'acquisitions

de sociétés ayant une bonne base de clientèle ce qui constituerait une opportunité pour la commercialisation de notre gamme étendue de progiciels déjà adaptés au contexte canadien.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation ont augmenté de 126 % et s'établissent à 14,8 millions\$ en 2003 par rapport à 6,5 millions\$ en 2002.

La Société a entrepris une révision des processus d'affaires associés à la livraison de ses produits et services suite à l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM. Cet exercice, qui a nécessité des investissements en planification, en développement et en formation de notre personnel, visait à instaurer des méthodes de travail efficaces et une intégration optimale des ressources des deux entités.

Dans le cadre de cette révision et de l'avis de la direction, des économies additionnelles liées au gain d'efficacité opérationnelle et à l'obtention de crédits d'impôt seront obtenues suite au déménagement, en date du 19 décembre 2003, du personnel affecté aux activités acquises, dans nos nouveaux locaux situés à la Cité du Multimédia.

Par ailleurs, des frais non récurrents ont été encourus dans le cadre du démarrage de plusieurs dossiers d'implantation de grande envergure. Ces travaux ont porté sur notre méthodologie de développement et de gestion de projet, sur les procédures liées à l'implantation de notre progiciel **Espresso** dans plusieurs établissements de grande taille ainsi que sur des travaux de développement du progiciel **Caretools** dans le cadre du projet d'expérimentation **CLSC du futur**. Ces travaux étaient requis pour positionner la Société dans la réalisation de nombreux mandats additionnels prévus au cours de la prochaine année.

Ceci explique en partie l'augmentation du coût des services, qui sont passés de 4,4 millions\$ en 2002 à 11,2 millions\$ en 2003. Les salaires représentent le poste le plus important à ce titre compte tenu que la Société employait 184 personnes en date du 30 septembre 2003 par rapport à 97 personnes au 30 septembre 2002. Les frais payés au CHUM pour l'impartition du traitement de la paie et les prêts de service pour assurer une transition harmonieuse des opérations, pour la période du 15 décembre 2002 au 30 septembre 2003, représentent la deuxième dépense en importance.

Les frais de vente et d'administration sont, quant à eux, passés de 2,2 millions\$ en 2002 à 3,5 millions\$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003, soit une augmentation de 64 %. Cette augmentation est beaucoup moindre en pourcentage que l'augmentation des produits. Elle résulte principalement des charges dues à l'augmentation des salaires du personnel administratif et du développement des affaires dont le nombre total s'est accru de sept personnes, des services professionnels et du loyer des espaces occupés. Par ailleurs, d'autres frais non récurrents ont aussi été encourus durant l'exercice suite à l'inscription de la Société à la Bourse de Toronto ainsi que dans le cadre de l'intégration des activités acquises.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement a augmenté de 127 % pour s'établir à 7,0 millions\$, comparativement à 3,1 millions\$ en 2002. La marge bénéficiaire avant intérêts, impôts et amortissement est demeurée stable à 32,2 % en 2003 par rapport à 32,1 % en 2002.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS, DES ACTIFS INCORPORELS ET AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Au cours du dernier exercice, la charge d'amortissement s'est chiffrée à 3,2 millions\$ en comparaison de 1,6 million\$ l'an dernier, soit une hausse de 99 %. L'augmentation est reliée principalement à l'amortissement des actifs incorporels et des immobilisations acquises du CHUM et de l'amortissement du matériel informatique mis en place pour intégrer nos opérations. La direction estime que les charges liées à l'amortissement augmenteront sensiblement lors du prochain exercice suite aux investissements additionnels effectués dans le cadre de l'intégration du personnel et des activités de traitement de la paie à la Cité du Multimédia.

ÉCART D'ACQUISITION

Rappelons qu'à compter du premier trimestre 2002, la Société a appliqué la nouvelle norme de l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui a trait à la comptabilisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels. Selon cette nouvelle norme, les écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ayant une durée de vie indéfinie ne sont plus amortis. Conformément aux nouvelles dispositions, l'écart d'acquisition est soumis annuellement, voire plus fréquemment en cas d'indice de dépréciation, au test de dépréciation lié à la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle ils se rapportent et à

la valeur d'autres actifs de cette unité d'exploitation. La Société a procédé à cette évaluation et a déterminé qu'aucune charge de dépréciation au titre de l'écart d'acquisition n'était nécessaire.

FRAIS FINANCIERS

Les frais financiers ont connu une augmentation importante, passant à 0,9 million \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003. Cette augmentation découle principalement du prêt à terme de 6 millions \$ contracté dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM et des intérêts sur le solde de prix d'achat dû au CHUM. La Société estime que les frais financiers seront sensiblement réduits, en 2004, compte tenu d'une réduction de 1,1 million \$ du prêt à terme suite à l'exercice de 300 000 bons de souscription émis dans le cadre du placement privé effectué lors de l'acquisition et du remboursement en décembre 2003, d'un montant de 4 millions \$ (capital et intérêts) sur le solde de prix d'achat dû au CHUM.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net a connu une augmentation de 166 %, passant de 0,7 million \$ en 2002 à 1,9 million \$ en 2003. Le bénéfice net de base par action ordinaire, quant à lui, est passé de 0,18 \$ à 0,33 \$, soit une augmentation de 83 % et ce, en dépit de l'augmentation du nombre moyen d'actions en circulation qui est passé de 4 137 124 en 2002 à 5 863 434 en 2003. Cette progression est principalement attribuable à la contribution découlant des activités acquises du CHUM.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET STRUCTURE DE CAPITAL

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003, les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse du fonds de roulement ont atteint 6,1 millions \$, en hausse de 3,4 millions \$ par rapport aux 2,7 millions \$ obtenus en 2002. La croissance du bénéfice d'exploitation résultant de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM explique cette hausse importante.

La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement a généré 2,9 millions \$ comparativement à une réduction de 0,1 million \$ en 2002. Ceci s'explique en grande partie par l'accroissement des revenus reportés découlant d'un grand nombre de clients s'étant prévalus des escomptes découlant des diverses options de paiement à l'avance des droits annuels d'utilisation des progiciels et des services de traitement de la paie. Suite à l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM, les débiteurs, créditeurs et charges à payer ont augmenté de façon importante mais

le cumul de ces variations est non significatif. Les flux de trésorerie générés par l'exploitation ont donc atteint 9,0 millions \$ en 2003, comparativement à 2,7 millions \$ en 2002.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La note 4 des états financiers consolidés présente la description détaillée de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM. Le prix d'acquisition totalisant 16,6 millions \$, net des passifs liés à l'intégration de 0,5 million \$, est réparti de la façon suivante : une contrepartie en espèces de 9,4 millions \$, un solde de prix d'achat de 8,0 millions \$ (incluant 1,1 million \$ d'intérêt) et le solde constitué des frais d'acquisition. Dans le cadre de cette acquisition, la Société a réalisé, en décembre 2002 et janvier 2003 auprès de quatre fonds REA ainsi qu'auprès de plusieurs investisseurs privés et certains membres de la haute direction, un placement privé avec l'émission de 2 232 000 unités à un prix de 2,50 \$ l'unité, composées d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription à une action ordinaire, pour un produit net de 5,2 millions \$.

La Société a aussi contracté un prêt de 6 millions \$ auprès de son banquier, la Banque Nationale du Canada. Ce prêt, qui est garanti à la hauteur de 60 % par Investissement Québec, porte un taux d'intérêt de base de 4,5 % plus une prime de 3,25 % et est remboursable sur quatre ans. Le solde de ce prêt s'établissait à 4,9 millions \$ au 30 septembre 2003. Le 24 octobre 2003, 300 000 bons de souscription ont été exercés pour une contrepartie en espèces de 1,1 million \$ et l'émission de 300 000 actions ordinaires. Le produit de l'exercice de ces bons de souscription a été utilisé pour réduire le prêt à terme décrit plus haut.

Par ailleurs, les acquisitions d'immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme (déduction faite des crédits d'impôt), exclusion faite des actifs acquis lors de la transaction avec le CHUM, se sont élevées à 3,4 millions \$, soit le même montant qu'en 2002. La Société a entrepris son programme de mise à niveau de son parc informatique suite à l'ajout du personnel provenant du CHUM.

En date du 30 septembre 2003, l'endettement de la Société constitué du solde de prix d'achat et de prêts à terme se situait à 12,6 millions \$ ou 5,5 millions \$ déduction faite des espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net sur la capitalisation totale s'établissait pour sa part à 40 %. Des 8,9 millions \$ de facilités de crédit dont dispose la Société, 5,7 millions \$ étaient utilisés à la fin de l'exercice, incluant 0,1 million \$ sous forme de lettres de garantie. La Société respecte tous ses engagements en vertu des conventions de crédit régissant ces facilités. Les exigences de remboursement pour l'ensemble des dettes de la Société autres que les facilités de crédit au cours des quatre prochaines années sont essentiellement constituées du solde de prix d'achat dû au CHUM, dont un montant de 4,0 millions \$ (capital et intérêts) qui a

été remboursé en décembre 2003, et de 4,0 millions \$ payable en deux versements égaux le 1^{er} octobre 2004 et le 1^{er} octobre 2005.

Au 30 septembre 2003, la Société possède donc des espèces et quasi-espèces de 7,1 millions \$, une hausse de 6 millions \$ comparativement à 2002. La direction estime être en mesure de poursuivre sa croissance tout en respectant l'ensemble de ses obligations relativement au remboursement de sa dette et du solde de prix d'achat dû au CHUM.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS

La Société assume des engagements totalisant 1,6 million \$ pour les quatre prochaines années en vertu de baux à long terme à la Cité du Multimédia et au Centre national des nouvelles technologies («CNNTQ»), à l'égard des locaux qu'elle occupe.

De plus, dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM, le CHUM et la Société ont signé les conventions de partenariat suivantes :

- Convention de services par laquelle le CHUM s'est engagé à offrir à Logibec des services de traitement de données sur l'ordinateur central du CHUM. La Société procède actuellement à la transition des applications sur un autre environnement en prévision de la fin de l'entente prévue pour le 30 avril 2004. Les versements exigibles estimés jusqu'à cette date sont de 1,3 million \$.
- Convention de partenariat se terminant le 31 mars 2008 par laquelle la Société s'engage à déployer les meilleurs efforts dans la recherche, le développement de nouveaux progiciels dédiés au secteur de la santé et à l'évolution des progiciels qu'elle a acquis du CHUM. Selon les modalités du calcul de l'investissement convenu dans la convention, la Société consacra un montant d'environ 47,5 millions \$ à cette fin. Pour l'exercice se terminant le 30 septembre 2003, la Société a investi approximativement 9,6 millions \$.
- De plus, la Société versera au CHUM des redevances équivalant à 3% de l'accroissement des revenus provenant des progiciels acquis et des nouveaux progiciels qui seront développés avec la collaboration du CHUM. Le versement de ces redevances se poursuivra au-delà de la date de la fin de la convention.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Toutefois, de manière à assurer la réalisation de sa vision stratégique et de ses objectifs de croissance, elle essaie de diminuer les risques et incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans son secteur d'exploitation ou en matière de trésorerie. Les facteurs suivants devraient être considérés

afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

- Concurrence pour l'obtention de contrats
- Mise en œuvre de la stratégie de croissance
- Disponibilité et coût des professionnels qualifiés
- Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises
- Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services et de produits pour suivre l'évolution de la demande et les changements technologiques
- Risque de crédit associé à la concentration de clients dans un secteur d'activité et un secteur géographique
- Risque associé aux activités de traitement de la paie et à la protection des renseignements personnels sur les employés et les usagers du système de la santé
- Incertitude quant à la continuité de la disponibilité de mesures gouvernementales favorisant la recherche et le développement et autres avantages fiscaux
- Risque relié à la convention de partenariat par laquelle la Société s'est engagée à déployer les meilleurs efforts dans la recherche, le développement de nouveaux progiciels dédiés au secteur de la santé et à l'évolution des progiciels qu'elle a acquis du CHUM

La Société a développé un outil d'évaluation et de monitoring des facteurs de risques pouvant avoir un impact sur la continuité des affaires. À cet effet, la direction est à revoir son plan de continuité des affaires de façon à mieux identifier et mettre en place l'ensemble des contrôles et mesures préventives face aux risques reliés à ses activités.

RÉCENTES MODIFICATIONS COMPTABLES

Le 1^{er} octobre 2002, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, *Rémunération et autres paiements à base d'actions*. Ce chapitre définit des normes de constatation, de mesure et de présentation applicables aux rémunérations à base d'actions offertes en contrepartie de biens ou de services, et exige l'utilisation de la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les attributions aux non-salariés et les attributions directes aux employés. Il encourage, mais n'exige pas, l'utilisation de cette méthode pour comptabiliser les options d'achat d'actions découlant d'attributions à des employés. Ce chapitre exige également la présentation d'informations pro forma liées au bénéfice net et au bénéfice par action, comme si la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur avait été utilisée pour les options octroyées après le 1^{er} octobre 2002. La Société, tel que décrit dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés, a choisi de ne pas utiliser cette méthode mais y présente toutefois les données pro forma à la note 13.

En 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité no 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*, qui prend effet pour les états financiers des périodes intermédiaires et des exercices débutant le 1^{er} janvier 2003 ou après cette date. Cette note fournit des directives quant à la détermination des garanties et exige que le garant présente les détails importants liés aux garanties données, qu'il ait ou non à effectuer des paiements en vertu de ces garanties. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés pour obtenir plus de renseignements sur les garanties.

MODIFICATION COMPTABLE FUTURE

L'ICCA a récemment publié le chapitre 3063, *Dépréciation d'actifs à long terme*, qui s'applique aux exercices débutant le 1^{er} avril 2003 ou après cette date. Ce chapitre fournit des directives sur la constatation et la mesure de la dépréciation d'actifs à long terme et sur les informations à fournir à cet égard. Il remplace les dispositions sur les réductions de valeur énoncées au chapitre 3061, *Immobilisations*.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes et directives et, par conséquent, elle n'a pas déterminé leurs répercussions sur les états financiers consolidés de la Société.

PERSPECTIVES

La Société estime que le secteur de la santé et des services sociaux, tant au Canada qu'au Québec, recèle des opportunités pour les organisations qui offrent des systèmes d'information à ce réseau.

La Société poursuivra sa stratégie de croissance qui comprend trois volets distincts, soit le développement et la commercialisation de systèmes d'information dédiés au secteur de la santé et des services sociaux, l'accroissement de nos efforts de commercialisation à l'extérieur du Québec et l'acquisition de sociétés canadiennes actives dans le secteur de la santé.

ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE

Le présent rapport annuel, y compris l'analyse par la direction, renferme des énoncés de nature prévisionnelle auxquels sont associés des risques et incertitudes. Les résultats réels peuvent différer de façon importante en raison de plusieurs facteurs, dont la fluctuation des résultats d'exploitation de la Société en raison de la demande pour ses produits d'exploitation, la durée du cycle de vente, l'importance et la date de réalisation des opérations individuelles avec des clients et autres éléments similaires, l'évolution des marchés et des exigences des clients, le lancement de nouveaux produits d'exploitation par nos concurrents, la dépendance de la Société envers les membres clés de la direction et d'autres facteurs mentionnés dans les documents préparés à l'intention du public.

Ces énoncés de nature prévisionnelle ne s'appliquent qu'à partir de la date où ils sont formulés. En outre, la Société n'est pas tenue de mettre à jour ces déclarations de manière à tenir compte de nouveaux renseignements ou de l'incidence de circonstances ou d'événements futurs. Le lecteur est mis en garde contre les risques découlant d'une importance excessive qui pourrait être donnée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

■ Résultats d'exploitation

Données financières consolidées non vérifiées choisies pour les trimestres
des exercices financiers terminés le 30 septembre (en dollars)

PERFORMANCE FINANCIÈRE	TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2003	TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2003	TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 2003	TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2002
	\$	\$	\$	\$
Produits	5 505 386	6 471 790	6 485 230	3 342 511
Bénéfice net avant amortissement de l'écart d'acquisition	525 794	522 774	466 252	426 505
Bénéfice net	525 794	522 774	466 252	426 505
Bénéfice par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,08	0,08	0,07	0,10
Bénéfice par action dilué avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,08	0,08	0,07	0,10
Bénéfice net de base par action	0,08	0,08	0,07	0,10
Bénéfice net par action dilué	0,08	0,08	0,07	0,10
Nombre moyen d'actions en circulation	6 374 124	6 374 124	6 352 124	4 369 537

PERFORMANCE FINANCIÈRE	TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2002	TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2002	TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 MARS 2002	TROIS MOIS TERMINÉS LE 31 DÉCEMBRE 2001
	\$	\$	\$	\$
Produits	2 588 454	2 236 677	2 304 263	2 498 625
Bénéfice net avant amortissement de l'écart d'acquisition	190 705	175 249	265 277	316 549
Bénéfice net	136 030	120 573	210 601	261 873
Bénéfice par action avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,05	0,04	0,06	0,08
Bénéfice par action dilué avant amortissement de l'écart d'acquisition	0,05	0,04	0,06	0,08
Bénéfice net de base par action	0,03	0,03	0,05	0,06
Bénéfice net par action dilué	0,03	0,03	0,05	0,06
Nombre moyen d'actions en circulation	4 137 124	4 137 124	4 137 124	4 137 124

Rapport des vérificateurs

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE S.E.N.C.R.L.

CERTIFICATION ET SERVICES-CONSEILS

1, Place Ville-Marie, Bureau 3000

Montréal, QC, H3B 4T9, Canada

Tél. : (514) 393-7115

Télééc. : (514) 390-4116

www.deloitte.ca

AUX ACTIONNAIRES DE LOGIBEC GROUPE INFORMATIQUE LTÉE

Nous avons vérifié les bilans consolidés de LOGIBEC GROUPE INFORMATIQUE LTÉE aux 30 septembre 2003 et 2002 et les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2003 et 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

(signé) SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE S.E.N.C.R.L.

COMPTABLES AGRÉÉS

LE 25 NOVEMBRE 2003

États consolidés des résultats et des bénéfices non répartis

pour les exercices terminés les 30 septembre

	2003	2002
	\$	\$
PRODUITS	21 804 917	9 628 019
Charges d'exploitation		
Coût des services	11 248 791	4 380 497
Frais de vente et d'administration	3 532 215	2 158 740
	14 781 006	6 539 237
Bénéfice avant les éléments suivants	7 023 911	3 088 782
Amortissement des immobilisations	542 041	375 189
Amortissement des actifs incorporels et autres actifs à long terme (note 10)	2 614 818	1 214 587
Frais financiers (note 14)	900 727	14 226
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et amortissement de l'écart d'acquisition	2 966 325	1 484 780
Impôts sur les bénéfices (note 15)	1 025 000	537 000
BÉNÉFICE AVANT AMORTISSEMENT DE L'ÉCART D'ACQUISITION	1 941 325	947 780
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	218 703
BÉNÉFICE NET	1 941 325	729 077
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) AU DÉBUT	215 970	(513 107)
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	2 157 295	215 970
BÉNÉFICE PAR ACTION AVANT AMORTISSEMENT DE L'ÉCART D'ACQUISITION (NOTE 13)		
De base	0,33	0,23
Dilué	0,33	0,23
BÉNÉFICE NET PAR ACTION (NOTE 13)		
De base	0,33	0,18
Dilué	0,33	0,17
NOMBRE MOYEN D'ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (NOTE 13)	5 863 434	4 137 124

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

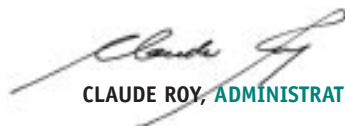
Bilans consolidés

aux 30 septembre

	2003	2002
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Espèces et quasi-espèces (note 11)	7 122 194	1 087 577
Débiteurs (note 5)	5 752 223	3 017 804
Crédits d'impôt remboursables (note 6)	672 022	761 675
Tranche de l'avance encaissable à court terme (note 7)	250 000	250 000
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	259 373	147 228
	14 055 812	5 264 284
Avance (note 7)	159 459	289 916
Immobilisations (note 8)	2 372 482	1 799 440
Écart d'acquisition (note 9)	7 021 024	1 558 678
Actifs incorporels et autres actifs à long terme (note 10)	15 659 462	4 866 497
	39 268 239	13 778 815
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	5 620 135	2 066 499
Impôts sur les bénéfiques (note 15)	58 000	360 603
Dépôts de clients	210 633	200 261
Impôts futurs (note 15)	205 000	65 000
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 12)	5 244 511	378 822
Passif à court terme à l'exclusion des revenus reportés	11 338 279	3 071 185
Revenus reportés	4 858 969	1 917 923
	16 197 248	4 989 108
Dette à long terme (note 12)	7 357 923	847 435
Impôts futurs (note 15)	2 145 313	1 630 500
	25 700 484	7 467 043
ENGAGEMENTS (NOTE 17)		
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 13)	9 829 023	6 095 802
Bons de souscription (note 13)	1 581 437	-
Bénéfices non répartis	2 157 295	215 970
	13 567 755	6 311 772
	39 268 239	13 778 815

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,


CLAUDE ROY, ADMINISTRATEUR


MARC MALOUIN, ADMINISTRATEUR

États consolidés des flux de trésorerie

pour les exercices terminés les 30 septembre

	2003	2002
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	1 941 325	729 077
Ajustements pour:		
Amortissement des immobilisations	542 041	375 189
Amortissement des actifs incorporels	2 614 818	1 214 587
Amortissement de l'écart d'acquisition	-	218 703
Impôts futurs	967 000	180 500
	6 065 184	2 718 056
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 16)	2 945 540	(57 415)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	9 010 724	2 660 641
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'entreprise (note 4)	(9 400 264)	-
Diminution (augmentation) de l'avance	130 457	(56 998)
Produit tiré de la cession d'immobilisations	-	314 804
Acquisition d'immobilisations	(615 083)	(1 146 272)
Acquisition d'actifs incorporels et autres actifs à long terme déduction faite des crédits d'impôt	(2 764 865)	(2 248 459)
Aliénation de placement	-	499 910
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(12 649 755)	(2 637 015)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette à long terme	6 000 000	988 653
Remboursement de la dette à long terme	(1 503 823)	(197 786)
Émission d'unités et d'actions (note 13)	5 177 471	-
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	9 673 648	790 867
Augmentation des espèces et quasi-espèces	6 034 617	814 493
Espèces et quasi-espèces au début	1 087 577	273 084
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN	7 122 194	1 087 577

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 16)

Notes afférentes aux états financiers consolidés

pour les exercices terminés les 30 septembre 2003 et 2002

1 DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

La Société se spécialise dans le développement, la commercialisation, l'implantation et le support de systèmes d'information pour la gestion des ressources financières et matérielles, le traitement de la paie, la gestion des ressources humaines et des horaires de travail ainsi que des informations médico-administratives et cliniques dédiés au secteur de la santé et des services sociaux. Elle s'occupe également de la vente d'équipements informatiques.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, nécessite de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. Les éléments d'actif et de passif, les postes de produits et charges ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels sont établis sur la base de ces estimations et hypothèses. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse et les placements temporaires hautement liquides pour lesquels il n'existe aucune restriction quant à leur encaissement.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations, incluant les biens acquis en vertu de contrats de location-acquisition, sont comptabilisées au coût et l'amortissement est calculé de la façon suivante :

Mobilier et agencements	20%	dégressif
Matériel informatique	20%	dégressif
Améliorations locatives	durée du bail	linéaire

ACTIFS INCORPORELS ET AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les actifs incorporels et les autres actifs à long terme sont comptabilisés au coût et l'amortissement est calculé de la façon suivante :

Logiciels d'opération	3 à 10 ans	linéaire
Technologie acquise	4 à 10 ans	linéaire
Clientèle	12 ans	linéaire
Frais de financement reportés	durée des ententes	linéaire

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

ACTIFS INCORPORELS ET AUTRES ACTIFS À LONG TERME (SUITE)

Les frais liés au développement de la technologie sont comptabilisés au coût, diminués des crédits d'impôt afférents. Ils sont comptabilisés distinctement par projet et amortis à compter de la commercialisation du produit, en tenant compte de la possibilité de réalisation future de revenus, sans excéder quatre ans.

CONSTATATION DES PRODUITS

La Société commercialise ses progiciels sous la forme d'une licence d'utilisation perpétuelle ou selon un droit annuel d'utilisation limité. Les produits tirés de la vente de licences de progiciels sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, qu'aucune obligation importante à titre de fournisseur ne subsiste et que le recouvrement des honoraires convenus est probable. Lorsque les ententes de vente de licences incluent plusieurs composantes, les produits tirés de la vente des licences d'utilisation sont constatés selon cette même méthode, pourvu que les services rendus n'incluent pas d'adaptation sur mesure importante du produit original. Dans de tels cas, les produits sont constatés sur la période de prestation des services en question. Les produits tirés des progiciels commercialisés selon un droit annuel d'utilisation limité de même que les produits tirés du support et de l'entretien de progiciels et des ententes de soutien sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des ententes respectives.

Les produits tirés des ententes de service de traitement de la paie sont reconnus en fonction des services rendus ou du volume d'information traité au cours de l'exercice, conformément aux modalités des contrats et aux taux de facturation convenus appliqués aux paramètres des services utilisés. Dans certains cas, la Société facture ses services aux clients avant de fournir lesdits services, entraînant un produit reporté présenté comme passif à court terme dans les états financiers consolidés.

Les produits provenant de la vente de services sont constatés quand le service est rendu et, dans le cas de services d'entretien et de support technique, le produit est constaté sur une base linéaire sur la durée du contrat qui est généralement de douze mois.

Les produits provenant de matériel informatique sont constatés à la date de livraison.

Les produits provenant de contrats de développement de progiciels sont constatés selon le degré d'avancement des travaux.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires selon les lois fiscales en vigueur à la date des états financiers. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés seulement si la direction croit qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs seront réalisés.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. De plus, la méthode du rachat d'actions est utilisée afin de calculer l'effet dilutif des options, des bons de souscription et des instruments équivalents.

3 MODIFICATIONS COMPTABLES

A. RÉCENTES MODIFICATIONS COMPTABLES

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entités acquises à la date d'acquisition. Le 1^{er} octobre 2002, la Société a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), figurant aux chapitres 1581, Regroupement d'entreprises et 3062, Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels. Par conséquent, la Société a mis fin à l'amortissement de l'écart d'acquisition à compter du 1^{er} octobre 2002. Avant le 1^{er} octobre 2002, l'écart d'acquisition était amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur sa durée de vie utile prévue pour des périodes variant de cinq à vingt ans.

L'écart d'acquisition est soumis annuellement, voire plus fréquemment en cas d'indice de dépréciation, au test de dépréciation lié à la juste valeur de chaque unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition se rapporte et à la valeur d'autres actifs de l'unité d'exploitation concernée. Une charge de dépréciation est comptabilisée pour tout écart d'acquisition jugé avoir subi une perte de valeur.

La Société effectue son examen annuel de l'écart d'acquisition le 30 septembre de chaque année. En se basant sur les tests de dépréciation effectués le 1^{er} octobre 2002 et le 30 septembre 2003, la Société est arrivée à la conclusion qu'aucune charge de dépréciation au titre de l'écart d'acquisition n'était nécessaire.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Le 1^{er} octobre 2002, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA, Rémunération et autres paiements à base d'actions. Ce chapitre définit des normes de constatation, de mesure et de présentation applicables aux rémunérations à base d'actions offertes en contrepartie de biens ou services, et exige l'utilisation de la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les attributions aux non-salariés et les attributions directes d'actions aux employés. Il encourage, mais n'exige pas, l'utilisation de la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options d'achat d'actions découlant d'attributions à des employés. Ce chapitre exige également la présentation d'informations pro forma liées au bénéfice net et au bénéfice par action, comme si la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur avait été utilisée pour les options octroyées après le 1^{er} octobre 2002. La Société a choisi de ne pas utiliser la méthode de comptabilisation fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options d'achat d'actions découlant d'attributions à des employés. Les données pro forma sont présentées à la note 13.

GARANTIES

En février 2003, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié une nouvelle note d'orientation («NOC-14»), Information à fournir sur les garanties, laquelle exige qu'un garant divulgue dans ses notes afférentes aux états financiers consolidés des périodes intermédiaires et des exercices débutants à compter du 1^{er} janvier 2003 des informations substantielles sur les garanties données. Le garant, qui peut être tenu de verser un paiement conformément à la garantie, doit donner les informations requises même lorsque la probabilité de la mise en jeu de la garantie est faible.

La Société n'a pas fourni de garanties importantes à des tierces parties dans le cours normal de ses opérations.

B. MODIFICATION COMPTABLE FUTURE

L'ICCA a publié le chapitre 3063, intitulé Dépréciation d'actifs à long terme, qui s'applique aux exercices débutant le 1^{er} avril 2003 ou après cette date. Ce chapitre fournit des directives sur la constatation et la mesure de la dépréciation d'actifs à long terme et sur les informations à fournir à cet égard. Il remplace les dispositions sur les réductions de valeur énoncées au chapitre 3061, Immobilisations.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes et directives et, par conséquent, elle n'a pas encore déterminé leurs répercussions sur les états financiers consolidés de la Société.

4 ACQUISITION D'ENTREPRISE

La Société a acquis, avec prise d'effet le 15 décembre 2002, les activités commerciales de la direction des ressources technologiques du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) pour une contrepartie en espèces et un solde de prix d'achat totalisant 16 637 346 \$ incluant des frais d'acquisition de 359 252 \$ (dont un montant de 357 082 \$ a été déboursé dans l'exercice précédent).

Dans le cadre de cette acquisition, la Société a adopté un plan d'intégration en vertu duquel elle a établi des provisions liées aux coûts rattachés aux indemnités de départ de certains cadres ainsi qu'à la relocalisation des employés et des installations dans un nouveau local.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La répartition des actifs nets acquis et la contrepartie se présentent comme suit:

	\$
ACTIFS NETS ACQUIS	
Immobilisations	500 000
Technologie acquise	4 000 000
Clientèle	7 000 000
Écart d'acquisition ⁽¹⁾	5 462 346
Actif d'impôts futurs	175 000
Passifs liés à l'intégration	(500 000)
	16 637 346
CONTREPARTIE	
Espèces	9 398 094
Solde de prix d'achat	6 880 000
Frais d'acquisition	359 252
	16 637 346

⁽¹⁾Inclut un montant de 5 087 000 \$ déductible aux fins fiscales.

La répartition du prix d'acquisition constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la Société. La répartition définitive du prix d'acquisition devrait être établie dès que la direction de la Société aura recueilli toutes les informations importantes jugées être disponibles et considérées comme nécessaires pour achever ces répartitions.

5 DÉBITEURS

	2003	2002
	\$	\$
Clients	5 336 966	2 694 196
Dépôts sur soumissions	244 818	104 390
Travaux en cours	155 750	212 087
Autres	14 689	7 131
	5 752 223	3 017 804

6 CRÉDITS D'IMPÔT REMBOURSABLES

La Société détient des attestations d'admissibilité aux programmes de la Cité du Multimédia et au Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ). Ces programmes mis en place par le gouvernement du Québec visent à aider les entreprises oeuvrant dans le domaine de l'informatique et du multimédia et permettent de réclamer un crédit d'impôt remboursable égal à 40% des salaires versés aux employés affectés aux activités de développement de nouvelles technologies, et ce, jusqu'à concurrence de 15 000 \$ par employé admissible. Ce programme prend fin au plus tard le 31 décembre 2013. Les crédits d'impôt réclamés par la Société au terme du présent exercice totalisent 672 022 \$ (761 675 \$ au 30 septembre 2002). De ce montant, 263 137 \$ (378 081 \$ en 2002), a été crédité directement à l'état des résultats tandis que la différence, soit une somme de 408 885 \$ (383 594 \$ en 2002), a permis de réduire les frais capitalisés liés au développement de la technologie.

Pour obtenir ces crédits d'impôt remboursables sur les salaires, la Société doit respecter certaines conditions et, chaque année, elle doit obtenir un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Si la Société manque à ses obligations définies en vertu des programmes de crédits d'impôt sur les salaires actuels, elle sera tenue de rembourser au gouvernement du Québec les crédits d'impôt obtenus.

Au 30 septembre 2003, aucun passif n'a été enregistré relativement à une clause de remboursement.

7 AVANCE

	2003	2002
	\$	\$
Avance à une société apparentée, portant intérêt au taux de 5%, sans modalités d'encaissement	409 459	539 916
Tranche encaissable à court terme	250 000	250 000
	159 459	289 916

8 IMMOBILISATIONS

	2003		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Mobilier et agencements	1 298 178	858 636	439 542
Matériel informatique	3 599 964	2 013 529	1 586 435
Améliorations locatives	770 532	424 027	346 505
	5 668 674	3 296 192	2 372 482

	2002		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Mobilier et agencements	1 133 491	772 195	361 296
Matériel informatique	2 660 228	1 739 993	920 235
Améliorations locatives	759 872	241 963	517 909
	4 553 591	2 754 151	1 799 440

Les immobilisations incluent des biens loués en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur comptable nette de 143 272 \$ (179 090 \$ en 2002).

Au cours de l'exercice 2002, la Société a acquis des immobilisations par le biais de contrats de location-acquisition pour un montant de 248 737 \$.

9 ÉCART D'ACQUISITION

Les variations de la valeur comptable de l'écart d'acquisition, constitué d'une seule unité d'exploitation, se présentent comme suit:

	2003	2002
	\$	\$
Solde au début	1 558 678	1 925 087
Acquisitions (note 4)	5 462 346	-
Diminution de l'écart d'acquisition à la suite de la réduction d'un créancier	-	(147 706)
Amortissement	-	(218 703)
Solde à la fin	7 021 024	1 558 678

10 ACTIFS INCORPORELS ET AUTRES ACTIFS À LONG TERME

	2003		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels d'opération	841 988	555 260	286 728
Technologie acquise	4 000 000	435 417	3 564 583
Clientèle	7 000 000	461 804	6 538 196
	11 841 988	1 452 481	10 389 507
Technologie développée *			5 067 459
Frais de financement reportés			202 496
			15 659 462

	2002		
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR COMPTABLE NETTE
	\$	\$	\$
Logiciels d'opération	655 652	469 890	185 762
Technologie développée *			4 238 625
Frais relatifs à la transaction avec le CHUM (note 4)			357 082
Autres frais reportés			85 028
			4 866 497

10 ACTIFS INCORPORELS ET AUTRES ACTIFS À LONG TERME (SUITE)

	2003	2002
	\$	\$
* DÉTAIL DE LA TECHNOLOGIE DÉVELOPPÉE :		
Technologie développée au début	4 238 625	3 521 189
Frais liés aux développements de l'exercice	2 829 408	2 250 771
Amortissement	(1 591 689)	(1 149 741)
Crédits d'impôt applicables	(408 885)	(383 594)
Technologie développée à la fin	5 067 459	4 238 625

	2003	2002
	\$	\$
LA CHARGE D'AMORTISSEMENT EST COMPOSÉE DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :		
Logiciels d'opération	85 370	64 846
Technologie acquise	435 417	-
Clientèle	461 804	-
Technologie développée	1 591 689	1 149 741
Autres frais reportés	40 538	-
	2 614 818	1 214 587

11 FACILITÉS DE CRÉDIT

Au 30 septembre 2003, la Société dispose des facilités de crédit suivantes :

- i) 2 000 000 \$ (1 000 000 \$ au 30 septembre 2002) sous forme de crédit d'exploitation ou de lettre de garantie (pour un montant maximum de 250 000 \$) renouvelable annuellement, portant intérêt au taux de base de l'institution financière majoré de 1 %.

Ce crédit d'exploitation est garanti par :

- a) une hypothèque universelle de premier rang portant sur les créances et les stocks ainsi que sur les dépôts à terme et/ou les acceptations bancaires et/ou de tout autre produit d'investissement.
- b) une hypothèque mobilière de deuxième rang, portant sur tous les actifs corporels et incorporels présents et futurs incluant les titres de propriété intellectuelle.

Deux lettres de garantie totalisant 128 900 \$ ont été émises à l'égard de cette facilité de crédit.

Le montant des avances effectuées en vertu de ce crédit est fonction du montant des créances et des travaux en cours.

- ii) 6 000 000 \$ sous forme de prêt à terme pour financer l'acquisition des ressources technologiques du CHUM, et remboursable par versements mensuels de 125 000 \$ plus les intérêts, jusqu'en décembre 2006, portant intérêt au taux de base de l'institution financière majoré de 3,25 % jusqu'au 20 décembre 2003.
- iii) 884 487 \$ sous forme de prêt à terme remboursable par versements mensuels de 20 833 \$ plus les intérêts jusqu'en juin 2006, portant intérêt au taux de base de l'institution financière majoré de 1 %.

11 FACILITÉS DE CRÉDIT (SUITE)

Ces prêts à terme sont garantis par :

- a) une hypothèque universelle de premier rang portant sur tous les actifs corporels et incorporels présents et futurs incluant la propriété intellectuelle.
- b) une hypothèque universelle de deuxième rang portant sur les créances et sur les stocks.
- c) une hypothèque mobilière spécifique de 750 000\$ pour le prêt indiqué en ii) seulement sur le dépôt à terme ou autres produits d'investissement de l'institution financière.
- d) une garantie de prêt d'Investissement Québec couvrant 60% de la perte nette encourue sur le prêt en ii) et 70% sur le prêt en iii).

Selon les conditions de la convention de crédit, toutes ces facilités de crédit sont soumises à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers et le versement de dividendes.

12 DETTE À LONG TERME

	ÉCHÉANCE	2003 \$	2002 \$
Solde de prix d'achat (a)	2005	6 880 000	–
Prêt à terme – (note 11 ii) et (b)	2006	4 875 000	–
Prêt à terme (note 11 iii)	2006	676 154	926 153
Autres dettes	2004 et 2005	171 280	300 104
		12 602 434	1 226 257
Tranche à court terme		5 244 511	378 822
		7 357 923	847 435

- (a) Le solde de prix d'achat porte intérêt au taux de 8% et est payable en trois versements, capital et intérêts, de la façon suivante :

20 décembre 2003	4 000 000\$ (incluant des intérêts de 640 000\$)
1 ^{er} octobre 2004	2 000 000\$ (incluant des intérêts de 320 000\$)
1 ^{er} octobre 2005	2 000 000\$ (incluant des intérêts de 160 000\$)

Le solde de prix d'achat est garanti par une hypothèque conventionnelle sans dépossession prenant rang après les garanties portant sur les facilités de crédit présentées à la note 11.

- (b) Le 29 octobre 2003, la Société a remboursé 1 050 000\$ sur l'un des prêts à terme, à la suite de l'exercice de 300 000 bons de souscription émis dans le cadre du placement privé (note 13).

Les versements de capital requis au cours des prochains exercices sont les suivants :

	\$
2004	5 244 511
2005	3 466 769
2006	3 516 154
2007	375 000

13 CAPITAL-ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION

Autorisé, en nombre illimité et sans valeur nominale

Actions privilégiées pouvant être émises en série, dont les privilèges sont déterminés à chacune des émissions

Actions ordinaires, avec droit de vote

	2003 \$	2002 \$
ÉMIS		
6 374 124 actions ordinaires		
(4 137 124 au 30 septembre 2002)	9 829 023	6 095 802

Au cours de l'exercice, la Société a émis, dans le cadre de placements privés, 2 232 000 unités à un prix de 2,50 \$ l'unité, composées d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription à une action ordinaire. Les bons de souscription peuvent être exercés jusqu'au 20 décembre 2005 à un prix de 3,50 \$ l'action. La contrepartie en espèces s'est élevée à 5 580 000 \$ moins les frais d'émission au montant de 272 842 \$ (déduction faite des impôts sur les bénéfices de 137 187 \$). La juste valeur des bons de souscription a été estimée à la date d'octroi selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes à un montant de 1 581 437 \$ à l'aide des hypothèses suivantes: taux d'intérêt sans risque de 3,55 %, rendement en dividendes de 0,0 %, volatilité anticipée de 116 % et durée de vie prévue de trois ans.

Au terme des émissions décrites précédemment, la Société a octroyé des bons de souscription permettant au porteur d'acquérir jusqu'à 1 116 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 3,50 \$ l'action.

Après la fin de l'exercice, soit le 24 octobre 2003, 300 000 bons de souscription ont été exercés pour une contrepartie en espèces de 1 050 000 \$ et 300 000 actions ordinaires ont été émises.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société a octroyé à certains dirigeants, cadres et employés clés, des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société. Le nombre total d'actions qui a été réservé au titre des conventions de rémunération à base d'actions s'élève à 370 000 au 30 septembre 2003. Un nombre de 40 000 options a de plus été octroyé à un tiers.

Au cours de l'exercice, 5 000 options ont été exercées à un prix de 1,50 \$ chacune.

Au cours de l'exercice, la Société a octroyé 25 000 options d'achat d'actions dont le prix d'exercice est de 2,50 \$ l'action. La juste valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes en fonction des données moyennes pondérées suivantes: taux d'intérêt sans risque de 4,09 %, rendement en dividendes de 0,0 %, volatilité anticipée de 112 % et durée de vie prévue de cinq ans. Le bénéfice pro forma, le bénéfice par action et le bénéfice par action dilué pro forma seraient à 1 896 627 \$, 0,32 \$ et 0,32 \$ respectivement pour l'exercice terminé le 30 septembre 2003.

Un sommaire de la situation des options d'achat d'actions en circulation est présenté dans le tableau suivant:

	2003		2002	
	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$	ACTIONS	PRIX D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ \$
En cours au début	383 000	2,82	395 900	2,86
Octroyées	25 000	2,50	-	-
Exercées	(5 000)	1,50	-	-
Annulées	(3 000)	3,50	(12 900)	4,00
En cours à la fin	400 000	2,81	383 000	2,82
Options pouvant être exercées à la fin	400 000	2,81	383 000	2,82

13 CAPITAL-ACTIONS ET BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Options en circulation

	PRIX DE LEVÉE \$	NOMBRE	DURÉE RESTANTE (ANNÉE)
	4,00	40 000	1,8
	3,50	200 000	2,3
	2,50	25 000	4,3
	1,50	135 000	1,3
		400 000	

BÉNÉFICE PAR ACTION

	2003	2002
Bénéfice net	1 941 325 \$	729 077 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation	5 863 434	4 137 124
Effet de dilution des options d'achat d'actions	65 752	62 000
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires en circulation	5 929 186	4 199 124
Bénéfice net de base par action	0,33 \$	0,18 \$
Bénéfice net dilué par action	0,33 \$	0,17 \$

Un nombre total de 1 116 000 bons de souscription ainsi que 240 000 options n'ont pas été considérés dans le calcul du résultat dilué par action pour 2003 puisque leur prix d'exercice était supérieur à la moyenne du cours des actions pendant la période, ce qui aurait eu un impact anti-dilutif.

14 FRAIS FINANCIERS

	2003	2002
	\$	\$
Frais d'intérêts de la dette à long terme	895 345	53 375
Revenus d'intérêts de l'avance à une société apparentée	(22 689)	(30 077)
Autres intérêts (revenus)	28 071	(9 072)
	900 727	14 226

15 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

(a) La charge d'impôts se compose comme suit :

	2003	2002
	\$	\$
Exigibles	58 000	356 500
Futurs	967 000	180 500
	1 025 000	537 000

(b) Le rapprochement de la charge d'impôts aux taux réglementaires des impôts fédéral et provincial avec le taux réel d'imposition de la Société est le suivant :

	2003	2002
	%	%
Charge d'impôts selon les taux d'imposition réglementaires	33,7	35,0
Éléments non déductibles (incluant l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2002)	0,1	7,5
Autres	0,7	(0,1)
	34,5	42,4

(c) Les impôts futurs se composent comme suit :

	2003	2002
	\$	\$
COURT TERME		
Actif d'impôts futurs à court terme		
Avantages liés aux pertes reportables	–	190 800
Passif d'impôts futurs à court terme		
Crédit d'impôt à l'investissement	205 000	255 800
Passif net d'impôts futurs à court terme	205 000	65 000
LONG TERME		
Actif d'impôts futurs à long terme		
Frais de financement	35 000	10 000
Frais d'émission de capital-actions	95 000	–
Total de l'actif d'impôts futurs à long terme	130 000	10 000
Passif d'impôts futurs à long terme		
Valeur comptable par rapport à la valeur fiscale des immobilisations, actifs incorporels et autres actifs	1 050 313	1 640 500
Écart d'acquisition	1 225 000	–
Total du passif d'impôts futurs à long terme	2 275 313	1 640 500
Passif net d'impôts futurs à long terme	2 145 313	1 630 500

16 RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2003	2002
	\$	\$
VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION		
Débiteurs	(2 734 419)	(760 491)
Crédits d'impôts remboursables	89 653	(131 430)
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	(112 145)	(5 936)
Créditeurs et charges à payer	3 053 636	891 365
Impôts sur les bénéfices	(302 603)	169 529
Dépôts de clients	10 372	(19 039)
Revenus reportés	2 941 046	(201 413)
	2 945 540	(57 415)
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES		
Intérêts payés	450 534	106 218
Impôts sur les bénéfices payés	103 378	186 971

17 ENGAGEMENTS

- a) Les engagements de la Société, en vertu de baux à long terme à la Cité du Multimédia et au Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNTQ), à l'égard des immeubles et des installations, s'élèvent à 1 551 000 \$ pour les prochains exercices, excluant les frais d'exploitation, et se répartissent comme suit:

	\$
2004	444 000
2005	458 000
2006	419 000
2007	230 000

- b) Dans le cadre de l'acquisition des activités commerciales de la direction des ressources technologiques du CHUM, le CHUM et la Société ont signé les conventions suivantes:

- Convention de services par laquelle le CHUM s'est engagé à offrir à Logibec des services de traitement de données sur l'ordinateur central du CHUM. La Société procède actuellement à la transition des applications sur un autre environnement en prévision de la fin de l'entente, prévue pour le 30 avril 2004. Les versements exigibles estimés jusqu'à cette date sont de 1 300 000 \$.
- Convention de partenariat se terminant le 31 mars 2008 par laquelle la Société s'engage à déployer les meilleurs efforts dans la recherche, le développement de nouveaux progiciels dédiés au secteur de la santé et à l'évolution des progiciels qu'elle a acquis du CHUM. Selon les modalités du calcul de l'investissement convenu dans la convention, la Société consacra un montant d'environ 47 500 000 \$ à cette fin. Pour l'exercice se terminant le 30 septembre 2003, la Société a investi approximativement 9 611 000 \$.

De plus, la Société versera au CHUM des redevances équivalant à 3 % de l'accroissement des revenus provenant des progiciels acquis et des nouveaux progiciels qui seront développés avec la collaboration du CHUM. Le versement de ces redevances se poursuivra au-delà de la date de la fin de la convention.

18 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la Société a effectué les transactions suivantes avec un actionnaire d'une société ayant une influence notable sur la Société :

	2003	2002
	\$	\$
Honoraires de gestion – charges	583 600	480 000
Intérêts sur avances – produits	22 689	30 077

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

19 INSTRUMENTS FINANCIERS

JUSTE VALEUR

Les justes valeurs des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des crédits d'impôt remboursables, des créditeurs et charges à payer et des dépôts de clients correspondent à leur valeur comptable en raison de leur date d'échéance à court terme.

La juste valeur des avances à recevoir ne peut être déterminée car il n'y a aucune modalité de remboursement.

La juste valeur des prêts à terme correspond à leur valeur comptable étant donné que les taux d'intérêt sont variables.

La juste valeur du solde de prix d'achat correspond à la valeur marchande étant donné que les taux d'intérêts se comparent aux taux variables actuellement en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers tiennent compte des provisions pour pertes.

La Société n'a pas de concentration de crédit.

RISQUE D'INTÉRÊT

Tel qu'indiqué dans les notes 11 et 12, les dettes à long terme de la Société sont assorties de taux d'intérêt variables à l'exception du solde de prix d'achat. À la suite des analyses du risque d'intérêt effectuées tout au long de l'année financière 2003, la Société juge que ce risque est relativement faible compte tenu du cycle économique actuel.

	TOTAL DES EMPRUNTS	TAUX D'INTÉRÊT	
		FIXE	VARIABLE
DETTE À LONG TERME			
2003	12 602 434 \$	6 880 000 \$	5 772 434 \$
2002	1 226 257 \$	– \$	1 226 257 \$

20 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Renseignements corporatifs

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ANDRÉ PAIEMENT ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Président du conseil
Chef adjoint du service juridique
BELL CANADA

CLAUDE ROY, ING. M.B.A. ⁽¹⁾

Président et chef de la direction
LOGIBEC GROUPE INFORMATIQUE LTÉE

JOCELYN BOUCHER ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Directeur des ressources financières
et des partenariats économiques
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL (CHUM)

MARC M. MALOUIN, CA, CPA ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Vice-président finances
GROUPE ALGO INC.

ROBERT ROY

Président
LOTEC INC.

⁽¹⁾ Membres du comité de vérification

⁽²⁾ Membres du comité des ressources
humaines

ADRESSES

SIÈGE SOCIAL

700, rue Wellington, bureau 1500
Montréal (Québec) H3C 3S4
Téléphone: 514.766.0134
Télécopieur: 514.766.9237
Courriel: marketing@logibec.com

QUÉBEC

420, boulevard Charest Est, Bureau 310
Québec (Québec) G1K 8M4

EDMONTON

P.O. Box 43041, 10405 Jasper Avenue
Edmonton (Alberta) T5J 4M8

DIRIGEANTS

GILLES LAPORTE

Vice-président principal
Développement des affaires

MARC-ANDRÉ LAROSE

Vice-président principal
Opérations

JACQUES DUGAS

Vice-président
Paie / RH

SYLVAIN DUPUIS

Chef de la direction financière

SYLVAIN TRUDEAU

Vice-président
Développement

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Mardi 23 mars 2004 à 14 heures 30
HÔTEL SAINT-PAUL
Salons 1 et 2

INFORMATION CORPORATIVE

BANQUIER

BANQUE NATIONALE DU CANADA
600, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 4L2

VÉRIFICATEURS

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE
S.E.N.C.R.L.

AVISEURS LÉGAUX

HEENAN BLAIKIE

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

TRUST BANQUE NATIONALE

SYMBOLE BOURSIER: LGI





SIÈGE SOCIAL

700, rue Wellington, Bureau 1500
Montréal (Québec) H3C 3S4
Téléphone : 514.766.0134
Télécopieur : 514.766.9237
Courriel : marketing@logibec.com

EDMONTON

P.O. Box 43041
10405 Jasper Avenue
Edmonton (Alberta) T5J 4M8

QUÉBEC

420, boulevard Charest Est, Bureau 310
Québec (Québec) G1K 8M4